

Le 19 mars 2001

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UNICE MARS 2001:**la conjoncture se détériore,
mais la croissance économique reste raisonnable**

L'UNICE a présenté aujourd'hui la nouvelle édition de ses "Perspectives économiques" (*Economic Outlook*), une évaluation semestrielle de la conjoncture telle qu'elle est perçue par les fédérations de l'industrie et des employeurs.

La croissance économique devrait ralentir en 2001, bien que les taux de croissance demeurent raisonnables à 2,8 %, aussi bien dans l'UE-15 que dans l'UE-12. Pour l'année qui vient, le chômage devrait baisser à 8,5 % dans l'UE-12 et 7,8 % dans l'UE-15, tandis que l'inflation restera stable, à 2,2 % et 2,1 % respectivement. En mars 2001, le climat des affaires est clairement plus morose qu'il y a six mois ou un an. Dans l'industrie, l'opinion est désormais négative dans l'ensemble, tandis que dans les services, elle n'est que marginalement positive. Les perspectives de bénéfice et les projets d'investissement pour les six prochains mois montrent un déclin similaire. Les préoccupations sont vives à l'égard des effets d'un ralentissement aux États-Unis, et l'incertitude est grande quant à la valeur de l'euro. L'emploi devrait néanmoins augmenter, même si les pénuries de compétences se feront davantage sentir, surtout dans les services.

La politique monétaire est perçue comme appropriée dans la plupart des pays, et les fédérations ont aujourd'hui un avis très favorable envers la Banque centrale européenne. Pour la politique fiscale, l'image est beaucoup moins nette – malgré les mouvements positifs de certains gouvernements vers l'assainissement budgétaire au cours des dernières années, les efforts ne sont pas toujours ciblés sur la réforme des dépenses. "Dans la plupart des pays", constate le président de l'UNICE, Georges Jacobs, "il faudra faire plus à l'avenir. Le vieillissement démographique aura des répercussions négatives très étendues, à moins qu'une réforme sérieuse soit entreprise rapidement pour assurer la viabilité des régimes de retraite légale." En outre, nombre de pays continuent d'introduire de nouvelles réglementations qui entravent la croissance et le développement de nouvelles entreprises.

Lors du sommet de Stockholm qui se tiendra fin mars, les gouvernements ont l'occasion de contrer ce ralentissement et d'intensifier le potentiel de croissance de l'économie européenne. Ils doivent maintenir la dynamique créée au sommet de Lisbonne. Le marché unique n'est pas encore achevé; les services dits d'utilité publique attendent leur déréglementation et leur libéralisation, et l'offre de services financiers demeure fragmentée dans l'Union européenne. Il faut continuer de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, pour rendre la main-d'œuvre plus flexible et augmenter la participation sur le marché du travail. La viabilité des finances publiques doit être suivie et assurée, en particulier au regard du vieillissement de la population.

Aucun processus nouveau n'est nécessaire à Stockholm. Les chefs de file doivent relancer le processus de réformes lancé au sommet de Lisbonne, en lui donnant une priorité nouvelle.

L'édition de mars 2001 de "Economic Outlook" (version anglaise uniquement) est disponible sous forme électronique sur le site de l'UNICE: www.unice.org